

## **La France révoltée -- Laurent Joffrin**

La tristesse. Pourquoi dissimuler nos sentiments? Nous sommes tristes. Amers? Furieux? Découragés? Non. Tristes. Ainsi les arguments les plus sincères n'y ont rien fait, l'appel à la raison a été vain, les leçons du passé sont restées inutiles. Nous avons argumenté, ferraillé, bataillé. En vain. A une majorité écrasante, le pays rejette un traité qui ne méritait pas cette indignité. Mais est-ce un traité qu'il rejette, ou beaucoup plus? Au-delà d'un texte touffu, c'est une politique, un état d'esprit, une conception. En un mot: ce qui est condamné, c'est le cours des choses.

La France est révoltée. Cette révolte est justifiée, légitime. Sur elle il faudra bâtir. Mais Dieu qu'elle est mal ciblée! Un texte noble, qui rassemblait un continent autour des mêmes principes, ceux de la liberté et de la justice, a été pris pour bouc émissaire de la crise sociale et brûlé dans les urnes comme un parchemin maléfique. Il y a trois jours, «The Economist», principal organe du libéralisme européen, désignait le traité comme un document dirigiste, étatiste, pour ainsi dire socialiste. Et voici que la majorité des Français condamnent le même texte pour crime... de libéralisme. Allez comprendre!

Personne, en fait, ne l'a pris pour ce qu'il était, une charte imparfaite, un compromis qui laissait l'avenir ouvert. On dit que ce vote ouvrira une «crise salutaire». Nous l'espérons. On rappelle que le peuple a parlé, et avec quelle force ! Nous le respectons. Mais en attendant, ceux qui tiennent tout compromis pour une trahison ont gagné. Ceux qui préfèrent depuis toujours leur obsession de pureté à l'intérêt général triomphent. Les petits émules de Trotski, de Marchais et de Déroulède tiennent le haut du pavé. Et ceux qui l'emportent vraiment, parce qu'ils forment, quoi qu'on dise, la majorité des non, sont ceux qui ne veulent pas de l'Europe. Tristesse...

Et quel risque! Nous ferons tout pour l'éviter mais comment ne pas y penser? En proclamant que c'est pour son bien, on vient de poignarder l'Union européenne. Le scénario noir est maintenant à portée. Libérée par l'exemple français,

l'hostilité disparate à la Constitution n'a plus de frein. Que quelques pays supplémentaires rejettent le texte et c'en sera fait du projet. Les uns auront dit non par fédéralisme, les autres par antifédéralisme, certains l'auront jugé trop social et d'autres antisocial. Bref, la coalition européenne de l'eau et du feu aura triomphé. Alors les gouvernements jugeront avec résignation que l'affaire était trop ambitieuse, qu'ils ont assez pris de coups pour une chimère, qu'un traité de Nice rafistolé sera plus facile à appliquer. Et que l'on n'aura pas besoin, dans ce schéma, d'organiser le moindre référendum. L'Europe continuera, médiocre et libérale. Une zone de libre-échange décorée de stucs fédéraux. Alors les promoteurs du «non européen», contrits et entortillés, diront partout qu'ils n'ont pas voulu cela. Comme après le 21 avril, quand on a fait gagner la droite pour cinq ans parce qu'on ne trouvait pas Jospin assez à gauche, on se mordra les doigts, on accusera la terre entière. Mais le mal sera fait. Ce 29 mai s'est peut-être refermée la parenthèse ouverte en 1945, qui a vu des millions d'hommes jusque-là voués au nationalisme et à la guerre, proclamer contre toutes les fatalités qu'on pourrait un jour unir pacifiquement, sous un même drapeau, autour des mêmes préceptes, les vieilles nations éprouvées et leur rendre un rôle dans l'Histoire. L'idée était belle. Va-t-elle survivre?

Mais voilà qu'on a envie d'argumenter encore, comme si le rideau n'était pas tombé, comme si le coup de sifflet final n'avait pas retenti, comme si l'on voulait encore convaincre un électeur! Assez de regrets, on ne refera pas le match. Et trêve d'idées noires. Après tout, ce sombre avenir n'est pas écrit. Si l'on agite ces spectres, c'est aussi pour les conjurer. Le non a rallié sans doute beaucoup de pro-européens qui ont sincèrement cru que la renégociation était facile. Surtout, les récupérer! Le choc passé, une nouvelle coalition pro-européenne est possible. A condition, bien sûr, que le oui fasse sa nécessaire autocritique, que le libéralisme qui imprègne trop souvent, non pas le traité, mais le comportement de l'Union, soit mis en veilleuse. Le non français oblige à rebattre les cartes. Aussi floue soit-elle, laissons cette perspective ouverte. D'un mal cherchons à extraire quelque bien. Pour l'Europe.

Le combat continue aussi pour la gauche humaniste qui est la nôtre. La défaite est cinglante; l'avenir à gauche sera forcément, d'abord, celui de la division. Il

faut se préparer à la lutte. Appuyée sur ce splendide désastre, l'extrême-gauche va pousser ses feux, exiger qu'on peigne en rouge vif tous les projets, prescrire ses remèdes éventés. Il faudra résister, idée contre idée, projet contre projet. La gauche va-t-elle se mettre sous la férule d'Emmanuel, de Mélenchon? Une telle perspective, tout de même, devrait réveiller les consciences!

Il faudra surtout reconstruire un avenir. Le scrutin exprime, une nouvelle fois, la révolte populaire devant une crise sociale désespérante, un sort injuste. Par son égoïsme, par son insuffisance, la classe dirigeante française a pavé la route de l'échec et fait de la France un pays insurgé. Le oui n'avait dans cette bataille que l'arme froide de la raison. Reconnaissons-le, l'utopie, l'ivresse du refus étaient du côté du non. La gauche doit tirer le bilan de ce fiasco: le référendum démontre, s'il en était besoin, qu'un mouvement progressiste privé du soutien des plus pauvres va dans le mur. Ce sont les classes populaires qui viennent de faire défaut. Pour incarner de nouveau l'espérance d'un monde meilleur, la gauche a devant elle un immense travail de reconquête. Or le projet réformiste qui la mettrait en situation d'exercer le pouvoir en faveur des démunis n'existe pas. Entre le libéralisme dominant et les exaltations de l'extrême-gauche, la gauche du possible va devoir tailler sa route au plus près. Elle porte les stigmates du pouvoir; il lui manque le lyrisme de l'utopie. Elle réforme, amende patiemment le réel. Il faut retrouver dans ce travail le souffle d'un Mendès, la tension historique d'un Blum. Tâche impossible? Non! Dans cette passe difficile, le réformisme lucide retrouve son sens et un journal comme le nôtre, sa mission.

**Laurent Joffrin** -- Publicat a Le Nouvel Observateur 2 juin 2005